

DEMANDE D'AUTORISATION DE CUMUL D'ACTIVITES A TITRE ACCESSOIRE
Décret n°2017-105 du 27 janvier 2017

NOM - PRENOM :

Corps et discipline d'enseignement :

Etablissement d'affectation :

Exercez-vous ces fonctions : **A temps complet** **A temps partiel** - indiquer la quotité et le motif du temps partiel :

.....
.....

PROJET DE CUMUL AVEC UNE ACTIVITE EXERCEE A TITRE ACCESSOIRE

A – Description de l'activité envisagée

Nature de l'activité accessoire¹ et descriptif de cette activité:

.....
.....
.....

Identité de l'organisme pour le compte duquel s'exercera l'activité accessoire :

.....
.....

Durée, périodicité et horaires de l'activité :

.....

Conditions de rémunération de l'activité :

.....

Exercez-vous déjà une ou plusieurs activité(s) accessoires (s) ? Oui Non

En cas de réponse positive, veuillez décrire précisément ces activités (caractère public ou privé, durée, périodicité et horaires, etc.)

.....
.....

Informations complémentaires que vous souhaitez porter à la connaissance de l'administration :

.....
.....

B) Avis du supérieur hiérarchique

.....
.....

Date :

Signature :

¹ Activités autorisées : voir en dernière page de ce formulaire.

C) Avis de l'autorité académique

.....
.....
.....

Date :

Signature :

Important : en cas de changement substantiel dans les conditions d'exercice ou de rémunération de l'activité faisant l'objet de cette demande d'autorisation, il sera considéré que vous exercez une nouvelle activité, et vous devrez formuler une nouvelle demande d'autorisation.

L'autorisation que vous sollicitez n'est pas définitive. L'autorité dont vous relevez peut s'opposer à tout moment à la poursuite d'une activité qui a été autorisée, si :

- *l'intérêt du service le justifie,*
- *les informations sur le fondement desquelles l'autorisation a été donnée apparaissent erronées,*
- *l'activité autorisée perd son caractère accessoire.*

Décret n° 2017-105 du 27 janvier 2017.

« Article 6 :

Les activités exercées à titre accessoire susceptibles d'être autorisées sont les suivantes :

I.-Dans les conditions prévues à l'article 5:

1° Expertise et consultation, sans préjudice des dispositions du 3° du I de l'article 25 de la loi du 13 juillet 1983 précitée et, le cas échéant, sans préjudice des dispositions des articles L. 531-8 et suivants du code de la recherche ;

2° Enseignement et formation ;

3° Activité à caractère sportif ou culturel, y compris encadrement et animation dans les domaines sportif, culturel, ou de l'éducation populaire;

4° Activité agricole au sens du premier alinéa de l'article L. 311-1 du code rural dans des exploitations agricoles constituées ou non sous forme sociale;

5° Activité de conjoint collaborateur au sein d'une entreprise artisanale, commerciale ou libérale mentionnée à l'article R. 121-1 du code de commerce ;

6° Aide à domicile à un ascendant, à un descendant, à son conjoint, à son partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou à son concubin, permettant au fonctionnaire de percevoir, le cas échéant, les allocations afférentes à cette aide ;

7° Travaux de faible importance réalisés chez des particuliers ;

8° Une activité d'intérêt général exercée auprès d'une personne publique ou auprès d'une personne privée à but non lucratif ;

9° Une mission d'intérêt public de coopération internationale ou auprès d'organismes d'intérêt général à caractère international ou d'un État étranger.

II.-Dans les conditions prévues à l'article 5 du présent décret et à l'article L. 133-6-8 du code de la sécurité sociale, sans préjudice des dispositions de la loi du 13 juillet 1983 précitée :

1° Services à la personne mentionnés à l'article L.7231-1 du code du travail ;

2° Vente de biens fabriqués personnellement par l'agent. »